

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret relatif au crédit  
d'engagement prévu par la loi du 3 octobre 1996  
sur la promotion économique (LPEc) pour  
la période 2002–2006**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif au crédit d'engagement prévu par la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc), pour la période 2002–2006.

Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. Introduction
2. Considérations générales
3. Les buts de la politique économique cantonale
4. Impact général des activités de la Promotion économique
5. Bilan des aides fondées sur la loi du 3 octobre 1996 pour la période 1997–2001
6. Crédit d'engagement pour la période 2002–2006
7. Conclusion

## 1. INTRODUCTION

En adoptant la LPEc, le Grand Conseil a fixé une limite financière de 15 millions de francs, pour la première période d'application de cet acte. A teneur de l'article 25 al. 2 de cette loi, le total des contributions financières doit être arrêté par voie de décret pour une période maximale de cinq ans.

La période initiale étant échuë, il convient de renouveler le crédit d'engagement prévu par la LPEc, et cela pour les motifs et aux conditions exposés dans le présent message. Avant de rédiger celui-ci, le Conseil d'Etat entendait disposer des conclusions d'une étude réalisée par la Haute Ecole de gestion de Fribourg (HEG) et destinée à évaluer les effets économiques des activités de la Promotion économique du canton de Fribourg. La version finale de ce document, dont un condensé a été repris sous chiffre 4, a été établie à fin octobre 2002.

## 2. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

L'évolution économique, marquée par la globalisation et la libéralisation au niveau mondial, génère une concurrence de plus en plus vive. Le canton de Fribourg, tout comme les autres cantons suisses, fait face à une forte compétition internationale et nationale entre les sites d'implantation pour les nouvelles entreprises. Il est également confronté au phénomène de restructuration et de délocalisation d'entreprises existantes, ainsi qu'au transfert des sièges de décision à l'extérieur du canton, voire du pays. Enfin, le fait que le taux d'imposition des personnes physiques soit élevé n'est évidemment pas un avantage dans le cadre des actions menées sous l'angle de la promotion exogène.

Les données récentes montrent qu'après une bonne tenue économique jusqu'au début de l'année 2001, un ralentissement des activités s'est progressivement fait sentir en Suisse et dans le canton de Fribourg, avec une détérioration relative de certains indicateurs de la situation économique (volume des exportations, niveau des revenus, importance de la charge fiscale). Il est donc impératif de

maintenir les mesures légales et d'améliorer le produit «canton de Fribourg» et ce, notamment, au travers des instruments de soutien en faveur des entreprises.

### 2.1 Conditions cadres

L'Etat et ses services, les régions et les communes ont pour mission permanente de promouvoir le développement économique, en continuant à améliorer les conditions cadres, notamment en matière d'instruction publique, de formation, de fiscalité, d'offre culturelle, de transports publics, d'énergie, d'équipement, de construction et d'aménagement du territoire (cf. art. 4 LPEc).

### 2.2 Mesures de soutien financier

La LPEc permet d'octroyer des contributions financières pour soutenir des projets favorisant la création de places de travail à haute valeur ajoutée. Ces projets doivent avoir un caractère novateur et être orientés vers un marché situé de manière prépondérante à l'extérieur du canton; en outre, l'activité en cause doit être conforme aux objectifs de la politique cantonale et régionale de développement économique.

Il est également possible, par le biais de la loi, de renforcer, par le versement de contributions financières, les efforts d'innovation et de diversification, ainsi que les réformes de structure au sein des entreprises, à condition qu'ils concourent, à moyen ou à long terme, au maintien ou à la création d'emplois.

Enfin, une aide aux investissements propres à renforcer l'attractivité régionale peut aussi être accordée par l'octroi de contributions au service de l'intérêt.

## 3. LES BUTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE CANTONALE

La politique économique cantonale vise les buts suivants:

- l'amélioration des conditions cadres
- la création, l'implantation et l'extension d'entreprises
- le soutien à l'innovation
- le renforcement de l'attractivité régionale
- la collaboration avec la Confédération et les autres cantons

### 3.1 L'amélioration des conditions cadres

Un des éléments-clé de la politique économique cantonale est le maintien et l'amélioration des conditions cadres, puisque celles-ci représentent un des principaux facteurs de succès pour l'implantation et le développement des entreprises. Parmi les conditions cadres prioritaires, il convient notamment de mentionner la disponibilité et le degré de qualification et de formation de la main d'œuvre, la réduction de la durée des démarches administratives nécessaires à l'obtention d'autorisations, une charge fiscale supportable. Les pouvoirs publics doivent maintenir leurs efforts pour améliorer ces conditions.

### 3.2 La création, l'implantation et l'extension d'entreprises

a) La promotion endogène

Le soutien à la création et à l'extension d'entreprises concerne la promotion économique endogène. Les

emplois générés par les entreprises existantes constituent une part importante de l'ensemble des places de travail créées dans le canton. Il s'agit donc de continuer à intensifier le soutien au tissu économique existant, soumis de plus en plus à une forte concurrence extérieure au canton et au pays.

#### b) La promotion exogène

L'implantation de nouvelles entreprises est du domaine essentiellement de la promotion exogène. Le démarchage direct d'entreprises est indispensable pour le développement économique du canton.

### 3.3 Le soutien à l'innovation

Le soutien à l'innovation est une mesure importante de la promotion endogène; il permet notamment de renforcer la position concurrentielle des entreprises en leur facilitant l'accès aux nouvelles technologies.

### 3.4 Le renforcement de l'attractivité régionale

Cette aide consiste à la mise en place d'infrastructures nécessaires au développement économique. Elle vise principalement l'acquisition et l'équipement de terrains destinés aux activités économiques, ainsi que le soutien à des projets d'intérêt public d'importance régionale, notamment dans les domaines des sports, de la culture et des loisirs.

### 3.5 La collaboration avec la Confédération et les autres cantons

C'est principalement par l'arrêté fédéral en faveur des zones économiques en redéploiement, plus connu sous le nom d'arrêté Bonny, que se fait la collaboration avec la Confédération. Suite à des négociations, le territoire fribourgeois compris dans le champ d'application de l'arrêté est passé de 60 % à 80 %. Cet acte est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002.

La collaboration s'effectue également dans le cadre du programme de promotion de la place économique suisse de la Confédération à l'étranger, appelé «Location Switzerland».

Le canton de Fribourg collabore également avec d'autres cantons dans le cadre de la Conférence des directeurs cantonaux de l'économie publique de Suisse occidentale ou de l'Espace Mittelland.

## 4. IMPACT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE

En septembre 2001, la Promotion économique du canton de Fribourg a donné mandat à la HEG de réaliser une étude indépendante évaluant les effets économiques de ses activités. Dans ce contexte, la HEG a préparé et envoyé un questionnaire à 92 entreprises ayant collaboré avec la Promotion économique du canton de Fribourg. Les principaux enseignements de cette étude sont les suivants:

– Une petite majorité, soit 52 % des entreprises interrogées (92) bénéficiant d'un soutien de la Promotion économique du canton de Fribourg, fait partie du secteur industriel et 48 % des services.

– Tout en tenant compte des particularités régionales, la Promotion économique du canton de Fribourg suit la politique économique définie au niveau cantonal. Elle

axe largement son action dans le but de favoriser l'extension et l'implantation d'entreprises à valeur ajoutée, soit notamment dans les sciences de la vie, l'électronique, la construction de machines, l'informatique, les télécommunications et les sociétés internationales de services. L'enquête montre que les 2/3 des sociétés interrogées sont actives dans des branches à forte valeur ajoutée définies ci-dessus. Si l'on ne tient compte que des nouvelles implantations, le taux dépasse les 70 %.

– La majorité (58 %) des projets d'implantation ou d'extension est d'origine suisse. Si on se limite uniquement aux implantations d'entreprises nouvelles, la proportion entre les sociétés étrangères (49 %) et suisses (51 %) est équilibrée.

– En ce qui concerne les mesures de soutien, 2/3 des entreprises ayant répondu au questionnaire, annoncent qu'elles n'auraient pas réalisé leur projet ou qu'elles l'auraient reporté ou modifié sans le soutien de la Promotion économique du canton de Fribourg.

L'étude menée par la HEG est renforcée par le dernier recensement des entreprises publié en novembre 2002 et portant sur la période 1998–2001.

Ce recensement montre que l'économie fribourgeoise poursuit sa tertiarisation mais à un rythme légèrement plus faible que l'économie suisse (croissance de 5,2 % pour le canton de Fribourg contre 7,55 % pour la Suisse). Cependant, le secteur secondaire progresse plus rapidement dans le canton de Fribourg qu'en Suisse, en général. Comme le montre le tableau ci-dessous, la croissance est particulièrement forte dans les branches prospectées par la Promotion économique du canton de Fribourg (électronique, mécanique, pharmacie, etc.) et elle est toujours supérieure à la moyenne suisse.

### Variation de l'emploi dans quelques branches du secondaire de 1998 à 2001 dans le canton de Fribourg:

	CANTON DE FRIBOURG			SUISSE		
	1998	2001	Var. 98/01	1998	2001	Var. 98/01
Equipements électriques ou électro., instr. de précision, optique	3 096	3 689	19.15 %	130 775	142 569	9.02 %
Métallurgie, travail des métaux	2 635	2 849	8.12 %	99 541	104 445	4.93 %
Machines, équipements	2 586	2 660	2.86 %	109 636	108 939	-0.64 %
Chimie, caoutchouc, matières plastiques, prod. minéraux	2 298	2 676	16.45 %	106 398	109 955	3.34 %
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>10 615</b>	<b>11 874</b>	<b>11.86 %</b>	<b>446 350</b>	<b>465 908</b>	<b>4.38 %</b>
<b>TOTAL du secteur secondaire</b>	<b>28 742</b>	<b>29 951</b>	<b>4.21 %</b>	<b>1 024 203</b>	<b>1 036 595</b>	<b>1.21 %</b>

Source: Service de la statistique de l'Etat de Fribourg, 2002

## 5. BILAN DES AIDES POUR LA PÉRIODE 1997–2001

### 5.1 Aide aux entreprises

Depuis son entrée en vigueur, la LPEc a permis de soutenir financièrement quelque quatre-vingts entreprises, soit sous la forme de contributions au service de l'intérêt, au

titre de l'article 7, soit sous la forme du soutien à l'innovation, au titre de l'article 11. Une vingtaine de ces entreprises a par ailleurs bénéficié d'une aide fédérale, au travers de l'arrêté fédéral en faveur des zones économiques en redéploiement. Ces chiffres diffèrent de ceux figurant dans les rapports d'activité annuels de la Promotion économique, les entreprises prises en compte ici étant uniquement celles qui ont bénéficié d'une aide financière. L'octroi de ces contributions financières a permis d'aider au maintien et à la création d'environ 1400 places de travail par année.

S'élevant à un montant total de 5 836 000 francs, les aides financières versées par le canton aux entreprises ont permis la réalisation de projets représentant des investissements d'un montant dépassant les 189 millions de francs. Le tableau récapitulatif des aides accordées pour la période 1997–2001 se présente comme suit:

Année	Loi	Budget	Comptes
1997	3 000 000	800 000	556 549
1998	3 000 000	1 100 000	999 496
1999	3 000 000	950 000	1 231 939
2000	3 000 000	1 500 000	1 505 855
2001	3 000 000	1 600 000	1 546 699
<b>Total</b>	<b>15 000 000</b>	<b>5 950 000</b>	<b>5 840 538</b>

## 5.2 Aide pour l'attractivité régionale

Quatre projets ont bénéficié d'une aide sous la forme de contributions au service de l'intérêt, au titre de l'article 14 LPEc. L'ensemble des contributions financières versées totalise 249 000 francs.

## 6. CRÉDIT D'ENGAGEMENT POUR LA PÉRIODE 2002–2006

La limite financière pour la période 1997–2001 n'a ainsi été utilisée qu'à hauteur de 6 089 538 francs par rapport aux quinze millions prévus, soit un peu plus de 40 %. L'aide accordée jusqu'en 1998 a cependant été relativement modeste. Ce n'est qu'à partir de 1999 qu'elle a dépassé le million de francs par année, pour atteindre en 2001 la somme de 1 543 000 francs. Cela résulte notamment de l'élargissement du type d'aide financière accordée aux entreprises et, principalement, de l'octroi de primes à la création d'emplois. Cette façon de procéder a été rendue nécessaire par la concurrence toujours plus vive entre les différentes promotions économiques cantonales et également en raison de la concurrence internationale.

La tendance à octroyer les aides financières en faveur des entreprises va se poursuivre. Le budget pour l'année 2002 prévoit une dépense de 2 200 000 francs, soit 600 000 francs de plus que le montant figurant au budget 2001. Il est en outre indispensable de pouvoir disposer d'une certaine réserve pour les cas où des efforts financiers importants devraient être faits pour assurer la venue, dans le canton, de projets à haute valeur ajoutée, qui se trouveraient en concurrence avec d'autres sites d'implantation. La majorité des autres cantons disposent de moyens financiers supérieurs à ceux du canton de Fribourg.

## 7. CONCLUSION

Dès lors, afin d'être en mesure de pouvoir octroyer les contributions financières prévus par la LPEc et de continuer ainsi à assurer la compétitivité du canton de Fri-

bourg, un nouveau crédit d'engagement de 12 millions de francs (soit un montant inférieur de 3 millions au crédit de la période précédente) s'avère nécessaire.

Le présent projet n'a aucune conséquence en matière de personnel. Il n'a également pas d'effet s'agissant de la répartition des tâches Etat-communes. Enfin, il est conforme au droit de l'Union européenne.

S'agissant d'une dépense brute et périodique supérieure à la limite légale, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon le prescrit de l'article 97 al. 2 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil.

Le décret, compte tenu du montant du crédit proposé, sera soumis au référendum financier facultatif.

## BOTSCHAFT Nr. 47 9. Dezember 2002 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit nach dem Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) für die Jahre 2002–2006

Wir unterbreiten Ihnen den Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit nach dem Gesetz vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG) für die Jahre 2002–2006.

Die Botschaft hat folgenden Aufbau:

1. Einleitung
2. Allgemeine Überlegungen
3. Die Ziele der kantonalen Wirtschaftspolitik
4. Allgemeine Auswirkungen der Tätigkeit der Wirtschaftsförderung
5. Überblick über die Beiträge gemäss Gesetz vom 3. Oktober 1996 in den Jahren 1997–2001
6. Verpflichtungskredit für die Jahre 2002–2006
7. Schluss

### 1. EINLEITUNG

Bei der Verabschiedung des WFG legte der Grosse Rat für die erste Geltungsperiode dieses Erlasses eine Beitragsgrenze von 15 Millionen Franken fest. Gemäss Artikel 25 Abs. 2 des Gesetzes wird der Gesamtwert der finanziellen Beiträge für einen Zeitraum von höchstens 5 Jahren in einem Dekret festgelegt.

Da die erste Geltungsperiode abgelaufen ist, muss der im WFG vorgesehene Verpflichtungskredit erneuert werden; die Gründe und Bedingungen dafür werden in der Botschaft erläutert. Vor deren Abfassung wollte der Staatsrat die Schlussfolgerungen einer Studie der Hochschule für Wirtschaft Freiburg (HSW) zur Abschätzung der wirtschaftlichen Auswirkungen der Tätigkeit der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg abwarten. Die endgültige Version dieses Dokuments, das unter Ziffer 4 zusammengefasst wird, wurde Ende Oktober 2002 erstellt.

### 2. ALLGEMEINE ÜBERLEGUNGEN

Die wirtschaftliche Entwicklung, die weltweit von Globalisierung und Liberalisierung geprägt ist, führt zu

einem immer stärkeren Konkurrenzkampf. Der Kanton Freiburg steht wie alle anderen Schweizer Kantone in einem verschärften und internationalen Standortwettbewerb um neue Unternehmen. Er muss auch das Phänomen der Umstrukturierung und der Abwanderung von bestehenden Unternehmen und Entscheidungszentren aus dem Kanton, ja dem Land, angehen. Schliesslich ist selbstverständlich die Tatsache, dass der Steuersatz für natürliche Personen hoch ist, nicht ein Vorteil für die Tätigkeit der Wirtschaftsförderung im Ausland.

Nachdem sich die Wirtschaft bis Anfang 2001 gut gehalten hatte, deuten die neusten Daten, die eine relative Verschlechterung gewisser Wirtschaftsindikatoren (Exportvolumen, Einkommen, Höhe der Steuerbelastung) zeigen, nun auf eine Verlangsamung der Wirtschaftstätigkeit in der Schweiz und im Kanton Freiburg hin. Die gesetzlichen Massnahmen müssen deshalb unbedingt weitergeführt und das Produkt «Kanton Freiburg», insbesondere mit Instrumenten zur Unternehmensförderung, verbessert werden.

### **2.1 Rahmenbedingungen**

Es ist eine ständige Aufgabe des Kantons und seiner Dienststellen sowie der Regionen und der Gemeinden, die wirtschaftliche Entwicklung durch eine Verbesserung der Rahmenbedingungen, insbesondere in den Bereichen öffentliches Schulwesen, Berufsbildung, Steuern, kulturelles Angebot, öffentlicher Verkehr, Energie, Infrastruktur, Bau und Raumplanung, zu fördern (siehe Art. 4 WFG).

### **2.2 Finanzielle Unterstützungsmassnahmen**

Dank dem WFG können finanzielle Beiträge zur Unterstützung von Projekten gewährt werden, mit denen Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung geschaffen werden können. Diese Projekte müssen innovativen Charakter haben und vorwiegend auf Märkte ausserhalb des Kantons ausgerichtet sein; zudem muss die betreffende Aktivität den Zielen der kantonalen und regionalen Wirtschaftsförderungspolitik entsprechen.

Gemäss Gesetz ist es auch möglich, durch die Auszahlung von finanziellen Beiträgen Anstrengungen zur Innovation und Diversifikation sowie Umstrukturierungen in Unternehmen zu unterstützen, sofern diese mittel- oder langfristig zur Erhaltung oder Schaffung von Arbeitsplätzen führen.

Schliesslich kann mit Zinskostenbeiträgen eine Investitionshilfe zur Verbesserung der Attraktivität einer Region gewährt werden.

## **3. DIE ZIELE DER KANTONALEN WIRTSCHAFTSPOLITIK**

Die kantonale Wirtschaftspolitik verfolgt folgende Ziele:

- Verbesserung der Rahmenbedingungen
- Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen
- Innovationsförderung
- Verbesserung der regionalen Attraktivität
- Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen

### **3.1 Verbesserung der Rahmenbedingungen**

Eines der Schlüsselemente der kantonalen Wirtschaftspolitik ist die Erhaltung und Verbesserung der Rahmen-

bedingungen, da diese einen der wichtigsten Erfolgsfaktoren bei der Ansiedlung und Förderung von Unternehmen bilden. Zu den wichtigsten Rahmenbedingungen gehören insbesondere Verfügbarkeit und Qualifikations- und Ausbildungsniveau von Arbeitskräften, die Senkung des administrativen Aufwands zur Erlangung von Bewilligungen und eine tragbare Besteuerung. Die Behörden müssen ihre Anstrengungen zur Verbesserung dieser Bedingungen fortsetzen.

### **3.2 Gründung, Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen**

a) Aktivitäten der Wirtschaftsförderung im Kanton  
Wirtschaftsförderung im Kanton bedeutet Unterstützung bei der Gründung und Erweiterung von Unternehmen. Bestehende Unternehmen schaffen einen grossen Teil der neuen Arbeitsplätze im Kanton. Die Unterstützung der bestehenden Unternehmen, die einer immer stärkeren Konkurrenz von ausserhalb des Kantons und der Schweiz ausgesetzt sind, muss also fortgesetzt werden.

b) Aktivitäten der Wirtschaftsförderung im Ausland  
Wirtschaftsförderung im Ausland bedeutet Ansiedlung neuer Unternehmen. Die direkte Kontaktnahme mit Unternehmen ist unerlässlich für die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons.

### **3.3 Innovationsförderung**

Die Innovationsförderung ist eine wichtige Massnahme für die Wirtschaftsförderung im Kanton; damit kann insbesondere die Wettbewerbsstellung von Unternehmen durch einen erleichterten Zugang zu neuen Technologien verbessert werden.

### **3.4 Verbesserung der regionalen Attraktivität**

Damit wird die nötige Infrastruktur für die wirtschaftliche Entwicklung bereitgestellt. Es geht dabei vor allem um den Erwerb und die Erschliessung von Grundstücken in Arbeitszonen sowie die Unterstützung von Projekten von regionalem öffentlichem Interesse, insbesondere in den Bereichen Sport, Kultur und Freizeit.

### **3.5 Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen**

Die Zusammenarbeit mit dem Bund erfolgt vor allem über den Bundesbeschluss vom 6. Oktober 1995 zugunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete, besser bekannt als Bonny-Beschluss. Auf Grund von Verhandlungen ist das Kantonsgebiet im Geltungsbereich des Beschlusses von 60 % auf 80 % gestiegen. Diese Änderung ist am 1. Juli 2002 in Kraft getreten.

Eine Zusammenarbeit erfolgt auch im Rahmen des Bundesprogramms zur Promotion des Standorts Schweiz im Ausland, «Location:Switzerland».

Der Kanton Freiburg arbeitet im Rahmen der Konferenz kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz und im Espace Mittelland mit anderen Kantonen zusammen.

## **4. ALLGEMEINE AUSWIRKUNGEN DER TÄTIGKEIT DER WIRTSCHAFTSFÖRDERUNG**

Im September 2001 beauftragte die Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg die HSW damit, eine unabhängige

Studie über die wirtschaftlichen Auswirkungen ihrer Tätigkeit durchzuführen. Zu diesem Zweck arbeitete die HSW einen Fragebogen aus und verschickte ihn an 92 Unternehmen, die mit der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg zusammengearbeitet hatten.

Die wichtigsten Erkenntnisse aus dieser Studie sind:

– Eine knappe Mehrheit, 52 % der 92 befragten Unternehmen, die von der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg unterstützt wurden, stammen aus dem Industrie- und 48 % aus dem Dienstleistungssektor.

– Die Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg verfolgt unter Berücksichtigung der regionalen Besonderheiten die Wirtschaftspolitik, die auf kantonaler Ebene festgelegt wurde. Sie richtet ihre Tätigkeit weitgehend auf die Ansiedlung und Erweiterung von Unternehmen mit hoher Wertschöpfung aus; dabei handelt es sich insbesondere um Unternehmen im Bereich der Life Sciences, der Elektronik, des Maschinenbaus, der Informatik, der Telekommunikation und der internationalen Dienstleistungsunternehmen. Die Untersuchung zeigt, dass  $\frac{2}{3}$  der befragten Firmen in den erwähnten Branchen mit hoher Wertschöpfung tätig sind. Wenn man nur die Neuansiedlungen berücksichtigt, erreicht der Prozentsatz 70 %.

– Die meisten (58 %) Unternehmen, die sich hier niederliessen oder ein Erweiterungsprojekt durchführten, stammen aus der Schweiz. Wenn man sich nur auf Neuansiedlungen beschränkt, ist das Verhältnis zwischen Unternehmen aus dem Ausland (49 %) und der Schweiz (51 %) ausgeglichen.

– Bei den Unterstützungsmassnahmen gaben  $\frac{2}{3}$  der Unternehmen, die den Fragebogen ausgefüllt hatten, an, dass sie ihr Vorhaben ohne die Unterstützung der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg nicht realisiert oder verschoben oder überarbeitet hätten.

Die Studie der HSW wird bestätigt durch die letzte Betriebszählung, die im November 2002 veröffentlicht wurde und die Jahre 1998–2001 umfasst.

Diese Erhebung zeigt, dass die Tertiärisierung der Freiburger Wirtschaft fortschreitet, aber etwas weniger schnell als in der Schweizer Wirtschaft (Zunahme um 5,2 % im Kanton Freiburg gegenüber 7,55 % in der Schweiz). Der Sekundärsektor wächst aber im Kanton Freiburg schneller als in der Schweiz insgesamt. Die Tabelle zeigt, dass das Wachstum in den Branchen, um die die Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg wirbt (Elektronik, Maschinenbau, Pharmazeutika usw.), besonders hoch ist und immer noch über dem Schweizer Mittel liegt.

## Beschäftigungsentwicklung in einigen Branchen des Sekundärsektors im Kanton Freiburg 1998–2001:

	KANTON FREIBURG			SCHWEIZ		
	1998	2001	Veränd. 98/01	1998	2001	Veränd. 98/01
Elektrische oder elektronische Geräte, Präzisionsinstrumente, Optik	3 096	3 689	19.15 %	130 775	142 569	9.02 %
Metallerzeugung und -erzeugnisse	2 635	2 849	8.12 %	99 541	104 445	4.93 %
Maschinenbau	2 586	2 660	2.86 %	109 636	108 939	-0.64 %
Chemie, Gummi- und Kunststoffwaren, Mineralien	2 298	2 676	16.45 %	106 398	109 955	3.34 %
<b>SUBTOTAL</b>	<b>10 615</b>	<b>11 874</b>	<b>11.86 %</b>	<b>446 350</b>	<b>465 908</b>	<b>4.38 %</b>
<b>TOTAL Sekundärsektor</b>	<b>28 742</b>	<b>29 951</b>	<b>4.21 %</b>	<b>1 024 2031</b>	<b>1 036 5951.21</b>	<b>%</b>

Quelle: Abteilung Statistik des Kantons Freiburg, 2002

## 5. ÜBERBLICK ÜBER DIE BEITRÄGE IN DEN JAHREN 1997–2001

### 5.1 Unterstützung von Unternehmen

Seit dem Inkrafttreten des WFG konnten etwa 80 Unternehmen finanziell unterstützt werden, entweder in Form von Zinskostenbeiträgen gemäss Artikel 7 oder als Innovationsförderung gemäss Artikel 11. Etwa 20 dieser Unternehmen erhielten zudem eine Bundeshilfe gemäss Bundesbeschluss zugunsten wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete. Diese Zahlen unterscheiden sich von denen in den Jahresberichten der Wirtschaftsförderung; hier ist nur von den Unternehmen die Rede, die einen finanziellen Beitrag erhielten. Mit diesen finanziellen Beiträgen konnten jährlich die Erhaltung und Schaffung von etwa 1400 Arbeitsplätzen unterstützt werden.

Bei einem Gesamtbetrag von 5 836 000 Franken ermöglichten die finanziellen Beiträge des Kantons an Unternehmen die Realisierung von Projekten mit einem Investitionsvolumen von über 189 Millionen Franken.

Die Übersicht über die Beitragsgewährung in den Jahren 1997–2001 sieht wie folgt aus:

Jahr	Gesetz	Voranschlag	Rechnung
1997	3 000 000	800 000	556 549
1998	3 000 000	1 100 000	999 496
1999	3 000 000	950 000	1 231 939
2000	3 000 000	1 500 000	1 505 855
2001	3 000 000	1 600 000	1 546 699
<b>Total</b>	<b>15 000 000</b>	<b>5 950 000</b>	<b>5 840 538</b>

### 5.2 Verbesserung der regionalen Attraktivität

Vier Projekte erhielten einen Beitrag in Form von Zinskostenbeiträgen gemäss Artikel 14 WFG. Insgesamt wurden finanzielle Beiträge in der Höhe von 249 000 Franken ausbezahlt.

## 6. VERPFLICHTUNGSKREDIT FÜR DIE JAHRE 2002–2006

Vom vorgesehenen Finanzrahmen von 15 Millionen Franken für die Jahre 1997–2001 wurden nur 6 089 538

Franken beansprucht, also etwas mehr als 40 %. Bis 1998 wurden aber nur relativ bescheidene Beträge gewährt. Erst ab 1999 überstiegen sie die Grenze von einer Million Franken jährlich und erreichten 2001 die Summe von 1 543 000 Franken. Das ist vor allem das Ergebnis einer Erweiterung der Möglichkeiten zur Unterstützung von Unternehmen, vor allem durch die Einführung von Zuschüssen für die Schaffung von Arbeitsplätzen. Diese wurden nötig wegen der ständigen Verschärfung des Wettbewerbs zwischen den verschiedenen kantonalen Wirtschaftsförderungen und wegen der internationalen Konkurrenz.

Der Trend, finanzielle Beiträge an Unternehmen zu gewähren, wird sich fortsetzen. Der Voranschlag 2002 sieht Ausgaben in der Höhe von 2 200 000 Franken vor, das sind 600 000 Franken mehr als im Voranschlag 2001. Zudem ist unbedingt eine gewisse Reserve erforderlich für Fälle, bei denen eine grössere finanzielle Anstrengung nötig wäre, um Vorhaben mit hoher Wertschöpfung, die von anderen Standorten umworben werden, in den Kanton zu holen. Die meisten anderen Kantone verfügen über mehr Finanzmittel als der Kanton Freiburg.

## 7. SCHLUSS

Um die im WFG vorgesehenen finanziellen Beiträge gewähren zu können und die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons Freiburg zu erhalten, ist also ein weiterer Verpflichtungskredit in der Höhe von 12 Millionen Franken (ein um 3 Millionen tieferer Betrag als in der vorhergehenden Periode) erforderlich.

Diese Vorlage hat keine personellen Auswirkungen. Sie wirkt sich auch nicht auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden aus. Schliesslich ist sie mit dem Recht der Europäischen Union vereinbar.

Da es sich um eine wiederkehrende Bruttoausgabe handelt, die über der gesetzlichen Grenze liegt, muss die Vorlage gemäss Artikel 97 Abs. 2 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Angesichts der Höhe des vorgesehenen Kredits unterliegt das Dekret dem fakultativen Finanzreferendum.

\_\_\_\_\_

**Décret**

*du*

**relatif au crédit d'engagement prévu par la loi  
sur la promotion économique pour la période 2002–2006**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu les articles 25 al. 2 et 30 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc);

Vu le message du Conseil d'Etat du 9 décembre 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Un crédit d'engagement de 12 millions de francs est octroyé pour le financement des contributions financières prévues par la loi sur la promotion économique, pour la période 2002–2006.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Les contributions financières sont accordées selon les conditions prescrites par la loi sur la promotion économique.

<sup>2</sup> Elles sont portées au budget de la Promotion économique du canton de Fribourg.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret, qui n'a pas de portée générale.

<sup>2</sup> Ce décret est soumis au referendum financier facultatif.

**Dekret**

*vom*

**über einen Verpflichtungskredit nach dem Gesetz über die  
Wirtschaftsförderung für die Jahre 2002–2006**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Artikel 25 Abs. 2 und 30 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG);

gestützt auf die Botschaft des Staatsrats vom 9. Dezember 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Zur Finanzierung der finanziellen Beiträge nach dem Gesetz über die Wirtschaftsförderung wird für die Jahre 2002–2006 ein Verpflichtungskredit von 12 Millionen Franken gewährt.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Die finanziellen Beiträge werden gemäss den Bedingungen des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung gewährt.

<sup>2</sup> Sie werden in den Voranschlag der Wirtschaftsförderung des Kantons Freiburg aufgenommen.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Der Staatsrat wird mit dem Vollzug des Dekrets beauftragt; dieses ist nicht allgemein verbindlich.

<sup>2</sup> Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.